

La déroute de l'Invincible Armada



Economie

Pierre-Antoine Delhommais

Tant elle éclaire de faits, parfois les illumine, on ne se lasse pas de répéter la maxime du financier américain Warren Buffett : « *Quand la mer se retire, on voit ceux qui se baignaient nus.* » Les entreprises qui manipulaient leurs comptes, les banques qui prenaient des risques démesurés, les gestionnaires qui escroquaient leurs clients, les autorités de contrôle qui ne contrôlaient rien du tout. Tous ces pays, enfin, et leurs performances miraculeuses. Parmi eux, et pour se limiter à la seule Europe, il y avait la petite Islande, placée en tête des classements en matière de développement humain, que la crise des subprimes a fait revenir une bonne vingtaine d'années en arrière. Il y avait les trois Etats baltes, pour lesquels

on ne savait plus trop, dans cette course à l'excellence, lequel il convenait de féliciter le plus. Des émeutes ont éclaté cette semaine à Riga, et ses deux voisins tremblent de connaître le même sort.

À l'intérieur même de la zone euro, deux pays suscitaient une admiration sans bornes et recevaient des éloges sans nuance : l'Irlande et l'Espagne. Le Tigre celtique est blessé, si gravement, que des rumeurs d'assistance du FMI circulent.

En Espagne, la fiesta est terminée. Un million de chômeurs supplémentaires ont été recensés en 2008, son déficit public pourrait atteindre 6 % du PIB en 2009 et l'agence de notation Standard and Poor's a placé « *sous surveillance négative* » la dette du pays. Autrement dit, sa solvabilité financière commence à poser problème. Une gifle pour l'élève modèle de la classe euro-

péenne, qui récoltait les accessits, récompense, nous expliquait-on, tant de sa politique économique vertueuse que des efforts accomplis par son peuple.

Que les statistiques espagnoles étaient belles ! On nous en rebattait les oreilles. Des taux de croissance presque à la chinoise, qui avaient hissé le PIB par habitant jusqu'à celui l'Italie. Qui avaient autorisé une décennie historique du chômage, dont le taux avait été divisé par trois (de 24 % en 1994 à 8 % en 2007). Qui, enfin, avaient permis au pays de dégager des excédents budgétaires confortables. Ces finances publiques assainies constituaient d'ailleurs, à Madrid, le plus grand motif de fierté. Avec un goût de revanche, celle de la Nouvelle Europe sur la Vieille Europe, de la movida sur l'immobilisme.

Avec une bonne dose de morgue aussi. José Luis Zapatero exigeait que l'« *on reconsidère le rôle international* » de son pays, et rappelait « *la légitimité de l'Espagne à entrer dans le G8* ». Sans oublier les leçons de vertu budgétaire que Madrid donnait volontiers à ses partenaires, notamment aux Allemands, qui l'avaient dédaigneusement rangée, avant la création de l'euro, dans la catégorie des pays du Club Med.

À ses performances macroéconomiques époustouflantes, l'Espagne ajoutait le dynamisme de ses entreprises, de ses conquistadors, partis à l'assaut du monde, rachetant à tout-va. Non seulement l'Espagne avait une des économies les plus vigoureuses de la planète, mais elle avait aussi les banques les plus solides, les plus profitables, les mieux gérées. Avec un



L'Espagne se retrouve toute nue. On a découvert que le miracle relevait du mirage



petit joyau, Banco Santander, qui se présentait, sans trop d'humilité, dans ses campagnes publicitaires, comme « *the best bank in the world* », présidée par Emilio Botín, réputé pour son flair et sa prudence. Mais voilà, Bernie (Madoff) s'est joué de « Don Emilio » : Banco Santander est exposée à hauteur de 2,3 milliards d'euros dans les fonds gérés par l'escroc américain, un record mondial. Un symbole, aussi, de la fin du mythe d'une Invincible Armada économique.

La mer, donc, s'est retirée, et l'Espagne se retrouve toute nue. On a découvert que le miracle relevait du mirage, fait d'endettement effréné et de consommation frénétique. Et surtout d'hystérie bâtisseuse, alimentée par un afflux de main-d'œuvre immigrée bon marché et entretenue par la religion de la propriété (83 % des Espagnols sont propriétaires de leur logement). La moitié du ciment européen était consommée de l'autre côté des Pyrénées, l'Espagne édifiait chaque année autant de maisons que l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France réunis. On a énormément construit depuis quinze ans,

en Espagne. Mais, en fait, on n'a rien bâti. Rien de solide pour le futur. La productivité y est l'une des plus faibles d'Europe, l'enseignement un des moins efficaces, avec un taux d'abandon scolaire avant 16 ans de près de 30 %, un record dans les pays industrialisés.

Son marché du travail y est encore plus rigide qu'en France, selon l'OCDE, ce qui, dans la bouche de l'Organisation, n'est pas peu dire. Son retard technologique est immense, avec des dépenses de R & D qui dépassent tout juste 1 % de son PIB, contre 2,5 % en Allemagne et 3,9 % en Suède. Enfin, son manque de compétitivité se traduit par un déficit courant proche de 10 % : en d'autres temps, un tel déséquilibre aurait été sanctionné par une dévaluation de la peseta. Mais, protégée par la monnaie unique, l'Espagne, rentière de l'euro, a pu échapper au désastre monétaire.

M. Zapatero se plaît à répéter que son pays est « *mieux armé que les autres* » pour résister à la crise. On en est beaucoup moins sûr que lui. Mais c'est surtout l'après-crise qui doit inquiéter. Quand l'Allemagne recommencera à vendre ses machines-outils aux Chinois et à croire, l'Espagne n'aura plus d'argent pour bétonner et toujours rien à exporter. Condamnée à la stagnation peut-être pas éternelle, mais durable, faute de s'être modernisée et faute de pouvoir – politiquement – renoncer à l'euro. C'est à Berlin qu'il faudra aller pour profiter de la movida, pas à Madrid. ■

Courriel : delhommais@lemonde.fr